

XXI Congrès de l'Internationale Socialiste

Paris, 8-10 novembre 1999

Discours par

MASSIMO D'ALEMA

Vice-Président de l'Internationale Socialiste

Vérifier au moment de la remise

INTERVENTION DU PRESIDENT DU CONSEIL MASSIMO D'ALEMA AU CONGRES DE
L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Paris, le 8 novembre 1999

C'est il y a dix ans seulement que la chute du mur de Berlin sanctionnait la fin du long après-guerre qui avait coupé le monde en deux. Et que se terminant la saison de la guerre froide et de la fracture idéologique entre l'Est et l'Ouest.

Certains à l'époque interprétèrent ces événements comme la fin de la politique, la fin de l'histoire, la fin des valeurs de la politique et donc de celles de la gauche.

Il n'en a pas été ainsi.

Cette rupture a libéré des millions de personnes des régimes d'oppression et redonné au camp des forces socialistes progressistes, démocratiques et de gauche, une perspective d'unité que la guerre froide avait longtemps refoulée.

Ce congrès est la preuve du chemin accompli ces dernières années.

Dans plusieurs continents, l'Internationale Socialiste a su largement s'ouvrir à des forces, des mouvements et des partis dont l'histoire et l'identité sont différentes.

Donc la fin de la confrontation globale n'a non seulement pas entériné la défaite de la gauche mais lui a permis d'arriver là où ses valeurs n'avaient pas pénétré durant le XX^e siècle avec la force et le caractère radical de la saison actuelle.

En Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique Latine, des forces agissent - et gouvernent- qui se reconnaissent une identité commune, qui s'inspirent des mêmes principes.

C'est aussi le résultat de la mondialisation: le monde nous paraît plus petit dans la mesure où les problèmes, mais aussi les possibilités et les espoirs, sont devenus globaux.

Cette salle, le public et la présidence de ce congrès le prouvent. Et le fait que se retrouvent ici les leaders du socialisme et du labourisme européens. Et, avec nous, le Président Arafat et le Président Barak; l'ANC de Nelson Mandela et les représentants de la gauche latino-américaine qui a salué il y a quelques jours l'élection de Fernando de la Rúa comme Président de la République Argentine.

Tout ceci est pour nous motif d'orgueil et d'encouragement à rechercher de nouvelles voies.

L'orgueil pour ce que la gauche démocratique est aujourd'hui concrètement dans le monde; pour les forces réelles qu'elle représente, pour les centaines de millions d'individus qui s'y reconnaissent. Et l'encouragement à parcourir de nouvelles voies, car la réalité d'un monde plus petit - en conséquence, justement de la mondialisation des problèmes - donne lieu à un plus grand besoin de politique.

Le monde après la fin de la guerre froide n'est pas un monde pacifique. Les anciennes hégémonies une fois venues à manquer, de nouveaux conflits d'ordre politique, social et religieux se sont manifestés. Le nationalisme sous ses formes les plus extrêmes et brutales a fait sa réapparition.

Face à cette réalité, le défi pour le socialisme et le progressisme est d'avoir un horizon politique commun pour affronter ces problèmes en sachant que les réponses d'un seul pays - aussi grand et puissant qu'il soit - ne suffisent pas.

Preuve en est le nouvel aspect central qu'ont pris les droits de l'homme partout dans le monde et le choix de faire passer cette priorité avant le principe de souveraineté lui-même. Une stratégie de ce genre soulève le thème de "qui décide"; de qui établit les modalités et les formes qui devront exprimer une nouvelle légalité internationale pour appliquer et respecter les droits de l'homme.

Seules des institutions internationales dotées des pouvoirs, des ressources et des moyens nécessaires peuvent remplir cette tâche.

Renforcer la souveraineté des institutions internationales, la condition pour être en mesure de prévenir de nouvelles crises en évitant le danger de tensions et conflictualités permanentes.

Certes, cela exige de ces organismes, et en tout premier lieu des Nations Unies, d'être réformés et rénovés pour en tirer pleine légitimité. Il est de même fondamental que s'affirment des outils politiques et économiques - et par conséquent non exclusivement militaires - à même de résoudre à la racine les causes de conflit. Bref, que se diffusent une culture et une volonté commune pour prévenir les crises.

Mais c'est justement là - à ce niveau - que la politique reconquiert son essentialité.

Parce qu'existent aujourd'hui les conditions historiques et politiques d'une entente au niveau global sur les valeurs et les principes du droit international et d'un nouvel ordre mondial.

En effet, la guerre froide n'avait pas seulement divisé le monde sur le plan militaire mais aussi sur celui des principes. L'Est et l'Ouest se basaient sur des valeurs différentes.

La fin de ce monde permet de penser et d'agir en s'appuyant sur des valeurs et des principes communs. Un espace s'ouvre donc pour établir une synthèse entre les valeurs de la liberté et de la démocratie et celles de l'égalité et de la solidarité.

C'est là un changement radical, une manière différente d'envisager les problèmes de la planète et leurs solutions. Ce qui ne se traduit pas en un seul modèle de société, bien au contraire. La mondialisation ne doit pas homologuer les différences historiques, culturelles et religieuses existantes: différences qui représentent une richesse. En commençant par la plus profonde, celle entre les genres.

Au cours des siècles, les femmes ont été les protagonistes d'une bataille unique et extraordinaire pour leur libération. Aujourd'hui encore, elles luttent dans maintes parties du monde pour que s'affirment la démocratie et l'égalité des droits contre les abus et les discriminations séculaires.

Le défi qui se présente à nous est donc de faire en sorte que les valeurs autour desquelles s'unifie la politique mondiale soient celles de la gauche démocratique; les valeurs progressistes de la justice sociale, de la solidarité, de défense et de la valorisation de l'environnement, de la vie en commun et de la tolérance entre religions et nationalités différentes.

Et puis, il va de soi que chacun abordera les problèmes que pose la mondialisation en optant pour les solutions qu'il estimera meilleures.

Pour nous européens, ce sera tout d'abord le défi de la compétition dans un marché global. C'est la nécessité de rénover un modèle d'Etat-providence qui apparaît aujourd'hui appesanti et incapable désormais de répondre comme autrefois aux besoins des catégories les plus faibles.

En Afrique, par contre, et dans de nombreuses parties du sud de la planète, le problème n'est certes pas de rénover un Etat-providence qui n'a jamais existé, mais d'en jeter les bases en garantissant le droit à la santé, à l'instruction, au travail et à l'assistance.

Donc, problèmes et priorités différents, mais même vision quant au fond.

Garder unies les valeurs de la démocratie, le dynamisme et l'économie, la cohésion et la solidarité sociale; conjuguer droits égaux et opportunités égales: voilà, pour la gauche, quelle est la frontière de la mondialisation.

Dans un contexte de ce genre, le rôle de l'Europe - de ce grand organisme politique - sera essentiel.

La question fondamentale est de comprendre quelle est, au sein de ce processus, la responsabilité revenant aux forces du socialisme et du labourisme européens.

Derrière la naissance d'une seule monnaie, d'un Parlement et d'un Gouvernement communs, il y a un patrimoine de civilisation que la gauche européenne a contribué à consolider.

Notre responsabilité consiste en tout premier lieu à soutenir ce processus et à le guider.

Mais la condition pour remplir cette tâche est *l'unité du socialisme européen*.

Discuter, élaborer des stratégies, confronter des solutions, tout cela est positif et même nécessaire.

En revanche, ce que je ne saurais accepter, est de subir passivement la thèse de ceux qui veulent nous étiqueter tour à tour comme innovateurs ou conservateurs, défenseurs des valeurs traditionnelles du socialisme ou négateurs de ces mêmes valeurs.

C'est là une vision erronée de débats que nous avons entre nous.

La vérité est que le mouvement de forces que nous représentons doit, ensemble, se mesurer à la nouvelle frontière que je viens d'indiquer. Il se doit d'affronter les problèmes du nouvel équilibre mondial avec une culture et une identité toutes deux communes.

C'est la seule condition pour être victorieux et ne pas revenir en arrière.

C'est d'ailleurs la voie que nous avons choisie et parcourue ces dernières années.

Nous avons discuté - parfois durement - mais cette discussion a servi et nous a permis d'innover certains éléments significatifs de notre culture de gouvernement en apprenant chacun quelque chose de bon des recettes des autres.

Nous l'avons fait avec courage et en avons obtenu des résultats importants.

Maintenant, deux objectifs sont devant nous.

D'une part, innover encore notre culture pour gouverner cette Europe que nous sommes en train de construire. La rapidité des changements qui sont devant nous impose une recherche et une expérimentation continuelles.

Offrir d'autres *chances aux travailleurs*, plus tout jeunes, qui se voient obligés de passer d'un emploi à l'autre; garantir un système de possibilités pour tous; offrir la citoyenneté à des masses d'immigrés en règle; voilà seulement quelques-uns des défis auxquels nous nous mesurons jour après jour.

Il nous faut savoir que les réponses que nous offrons à ces problèmes peuvent aussi s'écarter les unes des autres sans pour cela affecter nos objectifs communs, d'autant plus que les politiques nationales, les nouvelles institutions internationales et le gouvernement local s'intègrent, en Europe, de manière tout à fait originale.

Le long de cette voie nous allons rencontrer des résistances, des obstacles, des difficultés.

Nous les affronterons à condition d'être unis.

Le deuxième objectif est de resserrer les liens entre l'Europe et les autres continents: porter l'ensemble des forces socialistes à avoir des rapports plus intenses et directs avec les différentes cultures démocratiques et de progrès qui agissent dans le monde.

Dans ce contexte, le dialogue avec les démocrates américains est fondamental.

Autrement dit, l'idée que les forces et cultures s'inspirant des valeurs de la démocratie, de la liberté et du progrès doivent de plus en plus collaborer, dialoguer et s'unir. C'est bien les sens de l'expérience que nous avons entreprise en Italie, en réunissant en une seule alliance, en une coalition - que nous voulons stable - des forces démocratiques issues d'une histoire, avec des traditions différentes: des forces catholiques, laïques, environnementalistes et de la gauche. Dans l'expérience de l'Ulivo, bien que chacun ait gardé son identité, nous avons mis en valeur les objectifs et les idéaux que nous avons en commun, au service du renouveau et du progrès de notre pays.

Je suis convaincu que c'est la seule manière pour faire grandir un sentiment de responsabilité commun.

Développer une politique d'inclusion, protéger les classes les plus faibles, s'opposer avec les moyens appropriés aux phénomènes d'indigence et de pauvreté dans les pays riches, extirper la plaie de la faim: telle est la *mission* d'une gauche moderne.

Dans ce dialogue, l'Europe - sa civilisation séculaire - doit encore une fois jouer son rôle jusqu'au bout. Car il ne s'agit pas seulement d'un espace de valeurs et de règles communes.

L'Europe est aussi un modèle d'intégration qui doit s'ouvrir à l'Est et au Sud.

Ce modèle, dont il est possible de tirer des indications et des enseignements pour ce qui est aussi du développement d'autres réalités régionales, a permis de défendre avec succès la paix et la sécurité entre les pays divisés par de tragiques guerres mondiales. C'est à travers l'intégration - d'abord économique, puis politique - que notre communauté est devenue une communauté de sécurité.

La tragédie des Balkans a prouvé la nécessité d'élargir cet espace commun.

Si nous atteignons ces deux objectifs, nous pourrions envisager l'avenir avec plus de sérénité et d'optimisme. Mais il faut agir.

Notre temps n'est pas une époque de transition mais de changements radicaux, en certains cas, tumultueux.

J'ai évoqué combien a été profond, en dix ans seulement, le changement de l'Europe, de ses frontières, de sa nature.

Il en sera de même à l'avenir dans d'autres lieux de la planète, dans les continents et les pays des si nombreux amis et camarades aujourd'hui assis dans cette salle.

Chacun d'entre vous - chacun d'entre nous - doit savoir qu'il n'est pas seul face à ces changements. Et que la culture et l'identité du socialisme - et des forces qui ont ces dernières années choisi de se joindre à cette gauche, originale à tel point qu'elles l'ont changée et transformée en ce qu'il est devenu aujourd'hui - cette culture et cette identité sont une ressource, un patrimoine, une force vitale sur laquelle pouvoir compter encore longtemps.

Voilà aujourd'hui ce que nous sommes: une gauche vivante et plurielle qui plonge sa tradition dans l'histoire du siècle qui touche à sa fin, mais dotée de la force, des valeurs et des ressources capables de la projeter dans le nouveau millénaire.

Tel sera le défi des prochaines années et peut-être des décennies. L'affronter avec un sentiment d'orgueil pour ce que nous sommes, et de confiance en ce que nous serons, est la meilleure façon d'envisager notre avenir commun.